



Éducation nationale ; Direction des lycées et des collèges ; Sous-direction des élèves et de l'action éducative ; Bureau santé scolaire, action sanitaire et sociale en faveur des élèves (1988-1991) - Bureau actions de santé, action sociale en faveur des élèves (1992-) (1963-1991)

Répertoire (19910827/1-19910827/12)

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1991

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_008692

Cet instrument de recherche a été rédigé dans le système d'information archivistique des Archives nationales. Il est en Français.

Il est conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

INTRODUCTION

Référence

19910827/1-19910827/12

Niveau de description

fonds

Intitulé

Éducation nationale ; Direction des lycées et des collèges ; Sous-direction des élèves et de l'action éducative ; Bureau santé scolaire, action sanitaire et sociale en faveur des élèves (1988-1991) - Bureau actions de santé, action sociale en faveur des élèves (1992-)

Date(s) extrême(s)

1963-1991

Nom du producteur

- [Bureau des actions de santé et de l'action sociale en faveur des élèves \(direction des lycées et collèges\)](#)

Localisation physique

Pierrefitte

DESCRIPTION

Présentation du contenu

INTRODUCTION

Historique : Les services d'hygiène et de santé scolaire au Ministère de l'Education nationale

- - Période 1964-1984

La recherche d'un équilibre difficile entre les activités des services médicaux et sociaux de la médecine scolaire du MEN (Ministère de l'Education Nationale) et celles du Ministère de la Santé, s'était traduite par des conflits de compétence entre les deux ministères. Cf. introduction du versement n° 810219.

La partie médicale de la direction des services médicaux et sociaux avait été transférée au Ministère de la Santé Publique. Pour simplifier nous emploierons "Ministère de la Santé" sans tenir compte des appellations successives : Santé publique et population - Santé publique et sécurité sociale - Santé et famille - Solidarité, santé et protection sociale. par décret du 30 juillet 1964.

Dès lors les activités du MEN, en ce qui concerne l'hygiène et la santé scolaire, comportaient essentiellement des tâches d'information (envers les personnels, parents, personnels médicaux et sociaux) et de coordination :

- . action sociale en faveur des personnels
- . règlement à l'occasion des accidents scolaires et des accidents du travail des personnels
- . relations avec le CFES (Comité Français d'Education pour la Santé), l'ordre des médecins, les syndicats de médecins, assistantes sociales, infirmières, enseignants ...

- - Mouvement pour le rattachement

En 1964, le regroupement avait été effectué pour placer, sous l'autorité du ministre chargé de la santé, un ensemble de compétences dans le domaine sanitaire et social exercées par différents ministères.

Cependant la prise en compte des oppositions à ce rattachement et des moyens nécessaires après le transfert des compétences aux collectivités locales, amenèrent à faire la distinction entre service et agents :

. Les services :

Ils sont placés sous l'autorité du MEN qui détermine les priorités d'intervention, les modalités de fonctionnement et qui supporte les charges. Mais la santé scolaire reste un "sous-ensemble" de la santé publique. La coordination entre les deux ministères est prévue au niveau de l'Etat et des départements. Une commission mixte (départements +

administration centrale) prépare l'orientation et les conditions de mise en oeuvre.

. Les personnels :

- les infirmières d'établissements et les assistantes sociales scolaires sont intégrées dans les corps correspondants du MEN qui assure leur gestion

- le ministère de la santé assure la gestion des médecins et des secrétaires médicales qui sont placés, par les directeurs départementaux de l'action sanitaire et sociale, auprès des recteurs et des inspecteurs d'académie relativement à leur mission de santé scolaire.

Le 1er janvier 1985, à la direction des affaires générales, sous-direction des actions sanitaires et sociales, au bureau DAGEN 5C de la santé scolaire et de l'action sociale en faveur des élèves, un régime transitoire fut mis en place dans l'attente des décisions en matière d'organisation. Ce régime consistait à maintenir, dans le cadre du mouvement unique des personnels de chacun des corps d'infirmières et d'assistantes sociales de l'éducation nationale, les règles spécifiques jusqu'alors applicables en matière d'affectations, de conditions de travail, de congés, de notation, aux personnels exerçant en santé scolaire.

La préparation de la réorganisation des services, dans le cadre des structures de l'éducation nationale, débute par la conduite préalable de travaux de réflexion sur les missions prioritaires au regard des besoins des élèves. Le dispositif de réflexion comprenait :

. un groupe de travail, présidé par un magistrat, M. DAVENAS, premier substitut auprès du procureur de la République, composé principalement de personnalités extérieures et chargé de dégager les objectifs prioritaires en matière de santé des élèves (art 2)

. un groupe dit "administratif", composé d'agents du système éducatif, chargé d'exprimer les besoins ressentis par l'ensemble des personnels

. un groupe dit "partenaires sociaux", composé de représentants des syndicats et des associations de parents d'élèves (art 3).

En outre, un bilan du fonctionnement des services était demandé aux inspecteurs d'académie (art 2).

Le rapport du groupe de travail présidé par M. DAVENAS, remis fin novembre 1985, fut rejeté par les organisations syndicales et les médecins car il n'avait mis en évidence aucune priorité quant aux objectifs de santé (art 2, 3).

Au cours de sa conférence de presse, le 6 février 1986, le ministre de l'éducation nationale annonça les priorités qu'il assignait aux services de santé scolaire.

Deux objectifs prioritaires :

. la réalisation à 100 % du premier bilan effectué au moment de l'entrée à l'école primaire (art 4)

. l'éducation à la santé (art 8-12)

Troisième objectif : assurer un suivi des publics prioritaires : élèves handicapés, élèves en difficultés, élèves se dirigeant vers l'enseignement technique et professionnel.

La circulaire du 13 mars 1986 donnait aux inspecteurs d'académie, responsables de l'organisation des services de santé scolaire dans les départements, les instructions utiles pour la prise en compte prioritaire de ces objectifs. Ces missions étaient déjà définies par la circulaire du 15 juin 1982 qui restait le texte de référence.

- - **Fonctionnement des services de santé scolaire après 1988**

Après la restructuration de l'administration centrale en 1988, à la suite de la disparition de la DAGEN (Direction des affaires générales), les compétences des bureaux DAGEN 5A et DAGEN 5B furent transférées à la DPAOS (Direction des personnels administratifs, ouvriers et de service) ; le bureau de la santé scolaire, DAGEN 5C, est désormais rattaché à la Direction des lycées et collèges et mis à la disposition de la Direction des écoles. Ce rattachement aux directions pédagogiques facilite la prise en compte de la dimension sanitaire et sociale en vue d'une plus grande efficacité de l'action pédagogique et éducative.

En 1981 la question du retour des services de santé scolaire au MEN donne lieu à un mouvement revendicatif de la part de certains personnels :

. les assistantes sociales étaient à l'origine de ce mouvement

. les infirmières d'établissements, relevant du corps particulier des infirmières de l'éducation nationale, s'associèrent à ce mouvement revendicatif car elles souhaitaient la réintégration dans le corps des infirmières de santé scolaire

exerçant en milieu scolaire

. les médecins souhaitaient, pour leur grande majorité, continuer à relever du ministère de la santé.

Intervint devant le Parlement le débat du projet de loi portant répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales. Le vote de l'amendement excluait la santé scolaire du champ des compétences sanitaires et sociales décentralisées. La question du rattachement au MEN -en traduisant le souci d'intégrer l'action de la santé scolaire dans l'action éducative, compétence d'Etat - avait une cohérence avec la position ainsi adoptée et la décision fut prise en considération sous la pression des organisations des assistantes sociales et des infirmières. La position des services du MEN, conscients des difficultés de gestion, était plus réservée.

Le conflit fondamental portait sur la responsabilité du service de santé : le ministère de la santé refusant d'abandonner son autorité sur les médecins au MEN et réclamant le copilotage du service, alors que, le MEN admettait une concertation mais se serait trouvé dans l'impossibilité d'assurer le fonctionnement du service s'il était dépourvu de tout moyen médical. Les difficultés pour résoudre les désaccords entre les deux ministères, nécessitèrent l'arbitrage du Premier ministre.

- - La décision du transfert et ses modalités

Si le rattachement des assistantes sociales scolaires faisait l'objet d'un consensus et pouvait se concevoir indépendamment, en revanche rattacher les infirmières sans les médecins aurait constitué une solution incohérente. Ainsi fut prise la décision (décret 84.1194 du 21.12.1984) de confier au MEN la totale responsabilité des services de santé scolaire à partir du 1er janvier 1985.

Bureau de conception et de mise en oeuvre de la politique ministérielle, DLC 16B a, en outre, en charge les problèmes d'organisation du service et de suivi des moyens.

Les documents ci-après inventoriés ont été versés lors du départ de Mme Christine ANDRIEU, chef de bureau à la DAGEN 5C en 1985 puis à la DLC 16B de 1988 à 1991.

Sommaire Art 1-12 : Hygiène et santé scolaire. Art 1-2 : Organisation du transfert d'attributions du ministère de la Santé au ministère de l'Éducation Nationale : Notes et rapports, correspondance, 1963-1985. Art 3-4 : Organisation et fonctionnement des services de santé scolaire au ministère de l'Éducation Nationale (déconcentration et décentralisation, journées d'études, modernisation administrative), 1985-1989. Art 5-7 : Personnels de santé scolaire. Actions de formation continue, gestion des emplois et des personnels (assistantes sociales, infirmières, médecins : Effectifs, textes officiels, questions parlementaires, commissions administratives paritaires, correspondance), 1977-1990. Art 8-12 : Prévention et éducation à la santé : Réglementation, dossiers thématiques (campagne contre le cancer, lutte contre les maladies sexuellement transmissibles, lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme, la toxicomanie), 1973-1990

TERMES D'INDEXATION

toxicomanie; tabagisme; santé scolaire; santé; maladie; colloque; jeune; information; formation continue; emploi; effectif; déconcentration; décentralisation; alcoolisme; rapport; question parlementaire; note; personnel médical; médecin; infirmier; élève; travailleur social; réglementation; prévention; organisation administrative; gestion du personnel

Répertoire (19910827/1-19910827/12)

19910827/1

Réglementation sur la santé scolaire :

- Textes et copie des textes publiés depuis 1945 : 1969-1991
 - Textes et copies de textes sur la décentralisation : 1982-1986.
 - . La santé scolaire avant le rattachement au MEN : 1963-1984
 - 1963-1982 :
 - Budget 1963 et rattachement au ministère de la santé en 1964
 - "Fonctionnement du service de santé scolaire" : rapport de René PERIE, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et du docteur Henri AUREGAN, inspecteur général adjoint de la santé : 1973 - Notes et correspondances entre le conseiller médical du ministre de l'éducation nationale, la DGPC (Direction générale de la programmation et de la coordination) et la FEN (Fédération de l'éducation nationale) : 1978
 - Relevé des divergences entre le MEN et le ministère de la santé : 1982
 - Circulaire dite de "BAGNOLET" du 15 juin 1982 : signature par les ministres de l'éducation nationale et de la santé, en présence de la presse, dans une école primaire : textes, discours
 - Projet de circulaire sur la mission et l'orientation du service de santé scolaire : 1982
 - Référé de la Cour des comptes du 16 août 1982, concernant le fonctionnement du service de santé scolaire ; réponse de la DAGEN 5 au référé.
 - 1982-1984 :
 - Les situations d'échec scolaire : préparation du 9e plan, groupe "Education-Formation" de la Mission de la planification : 1982
 - Les zones d'éducation prioritaire : réunions des correspondants des ZEP des rectorats au CIEP (Centre international d'études pédagogiques) de Sèvres : 15 et 16 décembre 1982
 - Devenir des élèves présents au cours préparatoire en 1978-1979 : rapport d'enquête du service central des statistiques et des sondages du MEN : 1982
 - Evolution de l'enseignement à l'école primaire : enquête du service de l'informatique de gestion, des statistiques et de la DLC : 1982
 - Audiences du syndicat national FEN des infirmières, adjointes, assistantes sociales, secrétaires, audiences des syndicats de médecins : 1982-1984
 - DDASS (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) des départements des Bouches-du-Rhône, Aude, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Orientales, Seine-Saint-Denis : rapport annuel du service social scolaire : 1982-1983.
 - Négociations en vue d'un éventuel rattachement : 1982-1984 :
 - Organisation de la future DAGEN : 1982-1983
 - Projets de textes : 1983-1984
 - Rencontres avec les différents partenaires sociaux, avec les syndicats des médecins, des infirmières, des assistantes sociales : 1983
 - Incidences des mesures de déconcentration et de décentralisation au MEN : note de la DAF (Direction des affaires financières)
 - Réunions interministérielles et réunions de groupes de travail : 1983-1984
- Notes, notes de synthèse, comptes rendus de réunions, comptes rendus d'audiences, rapports d'activités, documents de travail, brochures.

19910827/2

. Organisation du transfert : 1984-1985

Généralités : 1984

- Demande d'arbitrage au Premier ministre
 - Lettre du Premier ministre
 - Réunion interministérielle
 - Constitution du bureau de la santé scolaire et de l'action sociale en faveur des élèves : affectations des personnels à la DAGEN, notes de la DOPAOS (Direction de l'organisation et des personnels administratifs, ouvriers et de service)
 - Gestion des crédits de fonctionnement (transfert des postes, des locaux, du matériel, etc...)
 - Moyens en personnels : notes du Cabinet, hypothèses diverses
 - Mise à la disposition de médecins à l'éducation nationale : réunions de travail des 24 mai, 4 juin, note du ministre de la santé.
- Groupe de travail "Les objectifs prioritaires de la santé scolaire" : 1985
- Constitution du groupe, travaux préparatoires, comptes rendus de réunions ; rapport final présenté par le président M. DAVENAS : novembre 1985
 - Organisation territoriale des secteurs scolaires
 - Audiences et correspondance avec la FEN
 - Observations de la DAGEN 5 et des syndicats de médecins FEN.
- Rapports des inspecteurs d'académie demandés par la circulaire du 1er mars 1985 sur "le fonctionnement des services de santé scolaire" : classement alphabétique des académies.
- Synthèse des rapports des IA : juillet 1985.

19910827/3

- I. Organisation et fonctionnement des services de santé scolaire : 1982-1991
- Déconcentration, décentralisation : 1982-1986
- Nouvelles appellations des représentants de l'Etat dans les régions et les départements (1982) ; application de l'article 15 du décret du 10 février 1984 relatif au statut des infirmières des services médicaux des administrations centrales, des services extérieurs et des établissements publics
 - Statistiques (1984-1985) ; réflexions sur les statistiques
 - Organisation territoriale de la santé scolaire : hypothèses (avantages, inconvénients), projets de décret et d'arrêté : 1984-1986
 - Transferts (locaux, crédits de fonctionnement, emplois, imprimés, etc.) : 1985
 - Rapport annuel du fonctionnement du service de santé scolaire : fiches de dialogue : 1984-1986
 - Situation des personnels départementaux : correspondance et compte rendu de la réunion du 18 février 1985 entre le MEN et le ministère des affaires sociales
 - Situation des personnels municipaux : lettre au ministre de l'intérieur et de la décentralisation
 - Simplification administrative : 1985
 - Découpage des secteurs scolaires : effectifs des assistantes sociales scolaires : 1985
 - Groupe de travail "Partenaire sociaux" : comptes rendus des réunions des 1er juillet et 17 décembre 1985, 13 janvier 1986 : critiques au sujet du "rapport DAVENAS" (cf. art 2)
 - Le rôle des parents dans l'école : conférence de presse du ministre de l'éducation nationale (discours et textes) ; circulaires des 11 avril et 11 juillet 1985.
- Journées d'études intercatégorielles pour la formation des personnels responsables : 1985-1988
- Approfondissement du système éducatif : 22, 23, 30 et 31 mai 1985, 2 et 3 octobre 1985
 - Information et communication administratives : 15, 16, 17 avril 1986
 - Education spécialisée : juin 1986
 - Rôle des assistantes sociales dans les actions d'intégration : juin 1986
 - Suivi des enfants en difficulté : 24 et 25 mars 1987, 28 et 29 janvier 1988
- Comptes rendus et évaluations des journées d'études.

- Dossier (anonyme) de travaux personnels, statistiques : 1982-1986

19910827/4

1986-1987

- Répartition des compétences : compte rendu de la réunion des IA du 12 décembre 1985. Les compétences de l'IA : réunion du 27 janvier 1986
- Découpage des secteurs : notes, lettre au Cabinet (28 mai 1986)
- Problèmes après le rattachement : fiches : 1986
- Lettres du SNAIMS (Syndicat national autonome des infirmiers en milieu scolaire), réponse du chef du bureau du cabinet : 1986-1987
- Problème majeur du service de santé scolaire : les moyens en médecins et secrétaires : entretien de M. MONORY et Mme BARZACH (synthèse et compte rendu de la réunion au MEN : mai 1987)
- Réunions des préentrées scolaires 1986 et 1987 : participation des personnels médicaux, paramédicaux et sociaux scolaires : lettres aux recteurs
- Circulaires du 23 juin 1986 et 23 février 1987 des ministres de l'intérieur et des affaires sociales relatives à la prise en charge par l'Etat et les départements des dépenses des services sanitaires et sociaux placés sous leur autorité
- Déconcentration et décentralisation : mesures de 1986 et 1987
- Comité de modernisation : comptes rendus des travaux des ateliers : 1987
- Cercles de qualité : compte rendu du colloque de Villepinte : 19 juin 1987.

1987-1988

- Atelier de modernisation : rapport de novembre 1987 en quatre brochures et une brochure de synthèse
- Réactualisations des fiches sur le fonctionnement du service 1987 puis 1988
- Effectifs des personnels de santé scolaire en 1987, effectifs des médecins en 1988 et 1989
- Mouvements des personnels, mutations, procès-verbaux de CAP : 1987-1988
- Budget 1987-1988 :
 - . effectifs budgétaires des médecins, création d'emplois, budget du plan national de lutte contre le SIDA
 - . réponse à la commission des affaires culturelles et réponse à la commission des finances de l'Assemblée nationale pour le projet de budget de 1988, fiche récapitulative
 - . mesures urgentes pour la rentrée scolaire 1988 : compte rendu de la réunion Ministère de l'éducation nationale/Ministère des affaires sociales : 29 mars 1988
 - . lettre au directeur général des finances et du contrôle de gestion : 27 octobre 1988

1988-1991

- Missions du service de santé scolaire demandées par la loi : Bilan de 6 ans et suivi : juin 1988
- Médecines scolaire et universitaire : réponse à une question parlementaire : 1988
- 11e colloque du SNAMSP (Syndicat national autonome des médecins de santé publique) : "Rôle de l'équipe de secteur scolaire" : 1988
- Moyens en médecins (avec rappel de 1985) : 1989
- Transfert des médecins : 1989
- Réunion de direction de la DLC (12 décembre 1988), compte rendu
- Réunion du Cabinet relative aux missions des assistantes sociales (6 janvier 1989), compte rendu
- Organisation du bureau DLC 16B : 1988-1990
- Transfert d'emplois d'assistantes sociales : notes : 1989
- Comptes rendus des réunions internes : 19 janvier et 7 février 1989
- Comptes rendus des réunions du Cabinet des 6 et 27 janvier et du 10 février 1989
- Missions du service de santé scolaire : correspondance, articles de presse : 1989
- Action sanitaire et sociale en faveur des élèves : problèmes en cours : 1989-1990

- Loi d'orientation de 1989 :
 - . comptes rendus des tables rondes sur le projet de loi : 17 janvier, 28 février
 - . principes généraux de la loi : 16 mars
 - . tables rondes des 16 et 30 mars
 - . projet de circulaire d'application du décret relatif aux établissements publics locaux d'enseignement : 1990
- Projet de service de la santé scolaire de l'académie de Paris pour l'année 1990-1991.

19910827/5

II. Personnels des services de la santé scolaire : 1977-1991

Information et formation des personnels : 1980-1990

- Activité du groupe de travail compétent à l'égard de la formation des personnels infirmiers : rapport de synthèse du SFA (Service de formation administrative) : décembre 1980
- Journées de formation continue : calendrier du SFA : 1983-1984
- Journées d'information des infirmières conseillères académiques : 20-21 mars 1984
- Conférence des chefs de missions académiques à la formation des personnels : 9 et 10 mai 1983 à Toulouse, compte rendu
- Actions de formation : réponse à une question écrite : 1984
- Les infirmières et l'éducation à la santé : synthèse du CFES (Comité français d'éducation à la santé) : 1984 - Commission technique du CFES sur la formation à l'éducation à la santé : compte rendu de réunion : 1984 - Formation continue des personnels d'inspection et de direction : notes : 1984-1989
- Sessions interacadémiques des personnels responsables départementaux (au SFA) : octobre et novembre 1986, janvier et juin 1987
- Approche des problèmes du PAF (plan académique de formation) de l'enseignement technique : bilan des rencontres académiques : mai 1988
- Formation continue des enseignants ; formation initiale des instituteurs : 1988.

Gestion des emplois et des personnels de la santé scolaire : 1977-1991

Notes, circulaires, comptes rendus de réunions, statistiques et tableaux statistiques, répartition et situation des emplois, besoins en personnels, effectifs des infirmières, adjointes de santé scolaire, assistantes sociales, médecins, procès-verbaux de CAP :

1980-1986

- Effectifs des infirmières, des assistantes sociales : 1980
- Evaluation des emplois des médecins et des infirmières : 1981-1986
- Emplois d'assistantes sociales : 1982-1986
- Dotation des académies : 1980-1986
- Besoins en infirmières : 1984-1986
- Personnels vacataires : 1984-1985
- Transformation des postes d'adjointes : 1985
- Répartition des emplois dans les académies : 1985-1986
- Préparation du budget 1987 : récapitulation par académie, réunion du 21 octobre 1986
- Modification de la répartition des emplois : 1986
- Déconcentration de la gestion des assistantes sociales
- Délégation des pouvoirs en matière de gestion : 1985-1986

1982-1991

- Assistantes sociales et infirmières : 1982-1990
- Médecins et infirmières vacataires : 1984-1988
- Infirmières dans l'académie de Versailles : 1988
- Organisation du travail des infirmières : 1988

- Emplois de médecins, infirmières, assistantes sociales : 1986-1989
- Gestion prévisionnelle des emplois : 1990
- Emplois d'infirmières : août 1990
- Modalités de gestion des personnels de santé scolaire : janvier 1991

19910827/6

- Médecins de santé scolaire : 1981-1990
- Médecine de soins dans les établissements publics d'enseignement : 1981-1987
- Questions parlementaires : 1982-1983
- Statut des médecins : 1982-1990
- Commissions administratives paritaires : procès-verbaux : 1982-1990
- Remplacement du Dr FRADKINE, détachement du Dr HIEST : 1984
- Médecins de secteurs scolaires : échelonnement indiciaire, droits syndicaux
- Effectifs des médecins, taux d'encadrement des élèves : 1982-1990
- Formation des médecins : 1982-1990

19910827/7

- Médecins inspecteurs de santé : 1985-1990
- Médecins conseillers médicaux auprès des recteurs : 1978-1990
- Médecins contractuels (recrutement) : 1984-1987
- Secrétaires de santé scolaire : 1985-1988
- Infirmières : réorganisations du statut : 1977-1990

19910827/8

- III. Actions de prévention et éducation à la santé : 1973-1990
- Généralités : 1984-1990
- Rôle des inspecteurs pédagogiques régionaux : s.d.
- Projet de loi sur la famille : 1987
- Code de la santé publique : 1984-1987
- CEE (Communauté économique européenne) et éducation à la santé ; conférence de DUBLIN : février 1990
- Secourisme, sécurité scolaire, sécurité domestique : 1983-1990
- Relations avec le CFES (Comité français d'éducation à la santé) : 1984-1990

19910827/9

- Education à la santé, prévention : questions parlementaires : 1983-1990
- L'éducation à la santé dans les programmes scolaires : 1986-1990
- PAE (projet d'action éducative), clubs "santé" : exemples d'actions dans les académies : 1980-1990
- Formation des enseignants à l'éducation pour la santé ; rôle de l'école ; matériel pédagogique : 1982-1989
- Restaurants scolaires : 1982-1989
- Jeunes 16-18 ans : 1983-1986
- Campagnes nationales : 1984-1990 :
- La santé bucco-dentaire
- L'éducation à la consommation
- Les maladies respiratoires
- Le bruit
- La vue

19910827/10

Lutte contre les cancers : 1988-1990

- Préparation à la campagne européenne : 1988-1989
- Préparation à la campagne nationale : 1989
- Campagne nationale : 1989
- Préparation à la Conférence européenne : Paris 1989
- Conférence européenne : Paris 20 et 21 novembre 1989
- Réponse de la France en vue de la synthèse à établir sur l'éducation à la santé dans la CEE : 1989
- "Education à la santé dans les écoles" : documents de travail et compte rendu du groupe : 1989-1990
- Conférence européenne de DUBLIN : février 1990

19910827/11

Education sexuelle, lutte contre les MST et le SIDA : 1973-1990

- CSIS (Conseil supérieur de l'information sexuelle) organisme consultatif créé par la loi du 11 juillet 1973
- CNDP (Centre national de documentation pédagogique)
- Associations : "Couple et famille", "Je tu il" etc, syndicat national des gynécologues-obstétriciens, conseil interministériel des droits de la femme, service cinématographique des armées, etc.
- Répertoire de documents audiovisuels sur la contraception
- "Graine de tendresse" : film du CFES : 1984

correspondance, documentation, comptes rendus de visionnage de programmes d'information, questions parlementaires, campagnes d'information, brochures, comptes rendus de réunions.

Lutte contre l'alcoolisme et contre le tabagisme : 1982-1990

- Haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme (mission interministérielle) rattaché au ministère des affaires sociales et de l'emploi
- Comité interministériel de lutte contre l'alcoolisme
- CFES
- Prévention du tabagisme dans les collèges : département des Hauts-de-Seine : 1982-1986
- CNMRT (Comité national contre les maladies respiratoires et la tuberculose)
- Forum interrégional jeunesse : 1988
- Comité national contre le tabagisme
- Rapport du Dr HIRSCH contre le tabagisme : 1980
- Colloque à la bibliothèque nationale : 28 mai 1990
- Journée mondiale sans tabac : 31 mai 1990

fiches, questions parlementaires, circulaires, notes, comptes rendus de réunions interministérielles, campagnes d'information, brochures, correspondance.

19910827/12

Lutte contre la toxicomanie : 1983-1990

- MILT (Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie) : 1983-1989
- Personnels mis à la disposition de la MILT : 1983-1984
- Rattachement de la MILT aux services du Premier ministre : compte rendu de la réunion interministérielle au secrétariat général du gouvernement : 1988
- Budget de la MILT : utilisation des crédits : 1987-1988
- Rapport présenté au Premier ministre "Lutte contre la toxicomanie et le trafic des stupéfiants" par la présidente de la MILT, Catherine TRAUTMANN : 1989
- Formation des personnels, évaluation de la politique ministérielle d'éducation à la santé : 1983-1990
- Réglementation de la lutte contre la toxicomanie : copies de circulaires : 1983-1984

- Questions parlementaires : 1986-1987
- Formation des cadres académiques : comptes rendus des stages, programmes des journées : 1983-1987
- Formation des adultes-relais : bilan du dispositif national : 1986-1989
- Calcul du taux d'encadrement du personnel de surveillance dans le second cycle de l'enseignement secondaire des "zones sensibles" et comparaison avec le taux de 1980 : 1986
- Evaluation des actions de renforcement de la surveillance médicale : 1986-1988
- Enquête statistique dans le département de Corse du Sud : 1986
- Actions dans les académies : rapports d'enquêtes, statistiques sur le nombre de personnes formées en 1987 et 1988
- Journées d'information au CIEP à Sèvres : rapports d'études 1987-1989, comptes rendus des réunions des 5 et 6 mai 1988
- Actions de renforcement de la surveillance médicale des élèves des lycées et collèges : grille d'évaluation et synthèse du bilan demandé aux Recteurs : 1989
- Inventaire national des outils de prévention de la toxicomanie : lettre-circulaire adressée aux Recteurs : 1990
- Relations avec les autres ministères et les associations de lutte contre la toxicomanie :
 - . Ministère de la santé : campagne nationale : 1986
 - . Ministère de la justice : projet de loi modifiant le code pénal et le code des douanes : 1986
 - . Ministère de l'intérieur : correspondance avec le CNEF (Centre national d'étude et de formation de la police) : 1987
 - . Associations et comités : SOS drogues, Fédération nationale couple et famille, FIRT (Formation, interventions, recherches, sur les toxicomanies), etc. : correspondance et documentation.
 - . Divers : 1983-1989
- Téléphone vert : 1986
- Rumeur sur "les timbres au LSD" : 1988 etc.
- . Coupures de presse, brochures.